

Entretien d'IC avec Georges Gastaud, secrétaire national du PRCF

I.C. : la direction nationale du PRCF vient de se réunir. Quelle sera la position du PRCF au premier tour des présidentielles ?

G.G. : le PRCF regarde la dynamique populaire créée autour du vote Mélenchon de manière à la fois bienveillante et critique. Bienveillante car il est heureux que des thèmes que le PCF mutant avait totalement reniés et que le PRCF avait défendus quasiment seul et à contre-courant depuis vingt ans refassent surface dans le débat. J'ai en vue l'appel constant de Mélenchon à la classe ouvrière, que le PCF avait chassée de ses statuts depuis son 28^{ème} congrès (94), la référence au combat de classe et à la nécessaire contrainte étatique à exercer sur les riches. En outre, n'en déplaise aux trotskistes et aux faux « ML » qui, depuis des années, conspuent la *Marseillaise* et les porteurs de drapeaux tricolores dans les manifs, Mélenchon a le mérite d'en revenir, - fût-ce de manière superficielle selon nous -, à l'alliance drapeau rouge / drapeau national qui fut au cœur du Front populaire et de la Résistance communiste armée ; une alliance qui date de la Commune de Paris et qui est plus indispensable que jamais à l'heure où le MEDEF publie un « manifeste » intitulé « BESOIN D'AIRE » qui flanque la France à la poubelle de l'histoire. Mme Parisot propose en effet de « reconfigurer les territoires », d'élargir les « transferts de souveraineté vers l'Europe » et d'ériger l'Empire européen centré sur Berlin, - pardon, les « Etats-Unis d'Europe » -, comme une « nouvelle patrie ». Déjà en 40 « *la classe ouvrière est seule restée fidèle, dans sa masse, à la France profanée* » (Mauriac) alors que Louis Renault et le Comité patronal des Forges se vautrait dans la Kollaboration. Plus encore qu'à l'époque, *le sort de l'indépendance nationale et celui du socialisme sont liés et reposent sur le monde du travail*, comme sont liées à l'inverse la casse de la nation et la maudite *construction européenne* qui pousse à l'autodestruction honteuse de notre pays.

En même temps, nous regardons le programme du Front de Gauche avec esprit critique: ce programme fait l'impasse sur la nécessaire rupture de la France avec la « construction européenne » ; pire, Mélenchon ne cesse d'attaquer ceux qui, à gauche, veulent rompre avec le désastreux euro sur des bases progressistes et antifascistes. Or il est naïf ou mensonger de faire croire qu'on pourrait réaliser le dixième du programme du FDG sans se heurter au veto violent de Berlin et de l'ensemble des gouvernements de l'UE dont plusieurs sont carrément fascistes. Le slogan mensonger de l' « Europe sociale » et le conte pour enfants sages de l' « euro au service des peuples » enchaînent le mouvement populaire français, et notamment les syndicats au PS maastrichtien tout en faisant le jeu du FN sur le long et sur le moyen terme. A terme, si les communistes, la gauche populaire et les républicains n'appellent pas ensemble à sortir la France de l'UE par la voie progressiste, le FN capitalisera le mécontentement quand une majorité de gens aura saisi que le « salut de l'euro » n'apporte que l'austérité à perpète. Il est d'ailleurs triste que **le PCF de Pierre Laurent rivalise aujourd'hui avec B. Thibault pour le titre envié de meilleur avocat de l'euro**. Pourtant en 1992, le PCF de Marchais et la CGT de Krazucki avaient mené une juste bataille contre le traité de Maastricht qui instituait la monnaie unique. Marchais et Krazucki avaient raison d'annoncer que la monnaie unique aboutirait au démantèlement de la protection sociale, des services publics et du produire en France. Depuis lors, ces prévisions se sont révélées exactes et c'est sur la base de l'expérience qu'une majorité d'ouvriers se prononce contre l'euro. Cela n'empêche pas P. Laurent de défendre l'euro à cor et à cris. L'explication de ce revirement spectaculaire est qu'entretemps, pour entrer au calamiteux gouvernement Jospin, le PCF est devenu un parti « euroconstructif » et que P. Laurent, l'actuel chef de file du PCF, a été promu président du Parti de la Gauche Européenne (PGE) ; or ce parti supranational, - que boycottent les PC grec et portugais -, est statutairement tenu par l'UE, qui le subventionne, de défendre la « construction européenne ». Où est alors la fidélité à la classe ouvrière, à la nation et à l'héritage patriotique et internationaliste du PCF d'avant la désastreuse « mutation » ?

C'est pourquoi *la balle est dans le camp de Mélenchon*. Qu'il ait la courtoisie de répondre à la lettre fraternelle que lui a adressée le PRCF, et qui rencontre un écho favorable à la base de PG et du PCF, sur cette question simple : si comme il est archi-prévisible, l'UE refuse de toucher au fonctionnement de la BCE, claqueriez-vous la porte (fût-ce unilatéralement) de l'UE ou vous coucherez-vous comme l'ont fait les ministres « communistes » de 1997 qui sont restés cinq ans au gouvernement pour privatiser, mettre en place l'euro et cautionner les guerres de l'OTAN ? Ce n'est pas au PRCF de « ramer » pour Mélenchon, qui n'a pas pour l'instant la politesse de répondre ; le rôle du PRCF n'est pas davantage de tonner contre Mélenchon en « snobant » le mouvement populaire qui s'est emparé des thèmes anticapitalistes et patriotiques de ce candidat : car à ce mouvement, Mélenchon et Laurent devront rendre compte demain s'ils s'associent, fût-ce de manière critique, à un gouvernement d'euro-austérité. Que Mélenchon dise, non pas au PRCF, mais aux sympathisants du PG et du PCF, s'il dispose d'un « plan B » en cas de refus européen de « changer l'euro » et les règles de la BCE. Car si M. Mélenchon n'a pas de « plan B », on peut se demander s'il a vraiment un « plan A » sachant que l'UE ne le suivra très certainement pas alors que le timidissime Hollande, qui veut simplement amender à la marge le *Mécanisme européen de stabilité*, est boycotté par tous les dirigeants européens ! Au lieu de crier contre notre modeste PRCF, qui ne fait que son devoir en pointant ces équivoques, pointons-les tous ensemble et exigeons une clarification ; car si Mélenchon en sortait, s'il acceptait de dire qu'il préférera en toute circonstances le peuple français au « salut de l'euro », il ne serait plus seulement le candidat de la « gauche de la gauche ». Au lieu de se contenter de peser à la marge sur Hollande, Mélenchon

deviendrait aussitôt le porteur d'une alternative patriotique et populaire... Toute la question est de savoir si ce candidat, et si surtout le PCF-PGE qui le chaperonne, veut une alternative populaire ou s'il s'agit seulement de peser plus fort face au PS pour faire élire des députés et des maires PCF et PG...

I.C. : que penser alors de Dupont-Aignan, qui prône la sortie de l'euro ?

G.G. : on peut penser que ce candidat est un gaulliste honnête, sincèrement attaché à la nation et aux services publics (voir sa proposition de renationaliser EDF à 100%). Mais n'oublions pas qu'il a validé la contre-réforme des retraites et qu'il reste très sensible aux campagnes de la droite quand celle-ci fait des immigrés un « problème » au lieu de s'attaquer à la cause des problèmes actuels : le capitalisme. En outre, NDA ne veut pas sortir de l'UE alors que, comme nos camarades grecs, nous disons qu'il faut sortir, au besoin unilatéralement de l'UE et de l'euro, son arme principale pour mettre les peuples à genoux devant la finance.

I.C. : comment vous différenciez-vous de Marine Le Pen sur la question de l'euro ?

G.G. : nous ne nous « différencions » pas de l'héritière Le Pen, nous *la combattons* depuis toujours frontalement comme les vrais héritiers que nous sommes du *Front national pour l'indépendance de la France*, le grand rassemblement populaire et républicain qu'anima le PCF pendant la Résistance, à l'époque où les inspirateurs de la dynastie Le Pen siégeaient à Vichy, comme pro-nazi Brasillach. Outre les points fondamentaux qui nous opposent frontalement, c'est le cas de le dire, au FN (antiracisme, antifascisme, république, conquêtes des ministres communistes de 45/47, laïcité entendue au sens de 1905, anticapitalisme, référence au combat de classe internationaliste), nous devons rappeler ceci : non seulement Mme Le Pen ne prône pas la sortie de l'UE, mais elle ne prône que la « sortie concertée de l'euro ». Et son site nous révèle que pour cela, elle compte... sur l'Axe franco-allemand (il eût été étonnant que le FN veuille faire la moindre peine à Berlin...). Or, ou bien la RFA ne voudra jamais se « concerter » pour jeter bas la zone euro, ce protectionnisme industriel allemand qui rapporte des milliards de dollars de surprofits monopolistes au géant allemand tout en ruinant ses concurrents européens ; dans ce cas, la sortie « concertée » de l'euro n'est que du pipeau. Soit Berlin voudra bien sortir de l'euro pour revenir aux monnaies nationales sur la base d'une super-austérité nationale coordonnée à l'échelle du continent. Au contraire, les révolutionnaires que nous sommes veulent que la France sorte unilatéralement de l'euro, quitte à détruire cette arme qui nuit à tous les peuples européens, qu'elle annule les dettes odieuses, qu'elle reconstitue un grand secteur public industriel et financier dans le but de produire en France avec les Français et leurs frères de classe étrangers, et qu'elle coopère avec tous les pays du monde en jetant bas la sanglante « Françafrique » et en se tournant à la fois vers les travailleurs en lutte d'Europe, vers l'ALBA latino-américain, vers les peuples africains enfin traités avec respect et avec l'ensemble des « BRIC » (Brésil, Russie et ex-URSS, Inde, Chine) qui comptent la quasi-majorité de la population mondiale. Pour résumer, Mme Le Pen veut reconstituer l'exploitation capitaliste à l'échelle de la nation sans toucher à l'hégémonie allemande, tout en fascisant les institutions, alors que nous prenons la rupture avec l'UE comme le premier acte d'une politique patriotique et internationaliste visant à donner à la classe ouvrière un rôle central dans la reconstruction nationale et dans mise en place de véritables coopérations mondiales, le tout dans une visée clairement socialiste et révolutionnaire.

I.C. : et au second tour ?

Si par malheur, le FN parvenait au second tour contre Sarkozy (l'expérience nous a appris à être prudents !), nous n'appellerions pas à voter Sarkozy pour battre Le Pen. Plus que jamais nous dénoncerons la *sarko-lepénisation de la France* et nous inviterons à préparer la résistance. *Le meneur ultra-droitier qu'est Sarkozy est aujourd'hui le vrai chef de file de la fascisation du pays* avec sa stigmatisation permanente, par la parole et par l'action, des *ouvriers étrangers* (à défaut de taxer les riches européens et nord-américains qui colonisent le CAC 40, « squattent » des départements entiers et poussent la France à substituer l'anglais à la langue de Molière), des musulmans, des chômeurs, des fonctionnaires, des enseignants, des syndicats, des jeunes de milieu populaire. Nous n'avons jamais banalisé Sarkozy, qui n'est pas seulement un « Chirac Plus », et depuis 2007 nous dénonçons l'illégitimité foncière de ce personnage ultra-réactionnaire et sans scrupules qui s'assoit chaque jour sur la constitution du pays dans le silence épais de la fausse gauche.

C'est pourquoi nous comprenons totalement les électeurs de gauche, notamment les syndicalistes de lutte, qui combattent jour et nuit la contre-réforme sur les retraites et qui veulent battre Sarko à tout prix en utilisant pour cela le bulletin Hollande, voire le bulletin Bayrou pour certains. Pour autant nous ne pouvons mentir au peuple sur ce que veut réellement Hollande, le Papandréou français. Parce qu'il idolâtre la « construction européenne », parce que les féodaux « socialistes » qui dirigent 27 régions françaises exigent de nouveaux « transferts de souveraineté » aux dépens de l'Etat-nation, parce que le PS ne veut même pas sortir du commandement intégré de l'OTAN, parce que Hollande veut même valider la « charte européenne des langues minoritaires » qui dés-officialisera le français (non au profit du breton ou du corse, mais au profit de l'anglais), **Hollande est le second fer au feu de la domination euro-capitaliste** et sa politique socio-économique ne se distinguera guère qu'à la marge de celle de l'UMP. Autant le dire à l'avance, sans quoi on sera complice de ce qui se produira quand l'eurostérité géante frappera les Français comme elle frappe l'Espagne, et que cela fera le jeu d'une future « UM'Pen » partant bras dessus bras dessous à la reconquête du pouvoir. De part les intérêts de classe qu'il défend, **Hollande élu restera**

donc un ennemi de classe auquel il faudrait dès le 6 mai opposer une résistance populaire. Il est vrai cependant qu'il n'aurait pas la partie aussi facile que Sarkozy pour mener son offensive ; en effet, il serait porté, non par la partie fascisante de la société (ces électeurs réacs qui veulent toujours plus de mesures xénophobes et anti-syndicales !), mais sur la partie « gauche », progressiste et plus populaire de l'électorat.

En outre, les forces « euroconstructives » qui aujourd'hui défendent l'UE tout en palabrant sur l'anticapitalisme devront tomber le masque : soit elles entreront au gouvernement « hollandais » et elles cautionneront le « sale boulot » ; dans ce cas, elles dégageront un espace politique sur leur gauche pour la tâche la plus urgente : reconstruire un vrai PCF, bâtir un rassemblement populaire prolongeant le non de 2005 à l'euro-constitution (le contraire d'une « gauche plus rien » naviguant autour du PS), faire revivre le syndicalisme de classe. Soit elles seront amenées à dénoncer l'UE sur des bases progressistes, et de nouvelles alliances pourront se nouer sur des bases claires. Pour autant, le collectif de direction du PRCF a décidé de laisser à chacun sa liberté de vote. Pas seulement parce que nous n'apportons à Hollande aucun soutien politique (en 2007 le PRCF avait appelé à utiliser le bulletin Royal comme un vote de barrage au fascisant candidat UMP, tout en précisant bien qu'il faudrait aussi s'opposer à Royal si elle était élue), mais parce que nous ignorons totalement ce que fera Hollande entre les deux tours (se rapprochera-t-il ostensiblement et suicidairement de Bayrou ?) ; pour l'heure, nous pouvons douter que Hollande veuille réellement battre Sarko tant la campagne du PS est fade et incolore. Là encore la balle est dans le camp « hollandais ». C'est au candidat Hollande d'en finir avec les déclarations méprisantes sur les communistes « qui n'existent plus ». C'est à lui que se pose la question, « voulez-vous vraiment gagner », comme c'est à Mélenchon que se pose, au 1^{er} tour, la question « voulez-vous rester une force d'appoint « critique » au PS ou voulez-vous porter l'alternative populaire en affrontant à la fois Sarko-Pen ET l'EUROPE SUPRANATIONALE ?

En résumé, s'ils veulent peser et non pas servir de masse de manœuvre aux manigances des diverses fractions bourgeoises, les communistes, les travailleurs doivent rester maîtres de leur vote dans cette élection largement verrouillée et caricaturale où le dispositif politique (présidentialisme à outrance, quinquennat, concomitance des législatives et des présidentielles, énormes coûts de campagne inaccessibles aux partis non subventionnés par l'Etat bourgeois, verrouillage des maires, -c'est-à-dire des grands partis) est une invite permanente à convoquer une Constituante pour établir une véritable démocratie participative.

Les militants franchement communistes et progressistes ne seront donc ni spectateurs ni supporteurs. Ils ne seront pas spectateurs parce qu'ils ne snoberont pas la dynamique Mélenchon et parce qu'ils ne mépriseront nullement l'aspiration populaire de masse à rejeter l'ignoble régime sarkozyste ; c'est dans cet esprit que les militants du PRCF accompagnent les manifs du FDG tout en demandant la clarification ; mais les militants PRCF ne seront pas les rabatteurs de candidats qu'il faut au contraire interpellier sans trêve pour les obliger à sortir des équivoques. *A travers sa propagande pleinement indépendante, le PRCF a le souci d'apporter des éléments d'analyse aux électeurs populaires pour les faire juges.* Se déterminant par rapport aux idées communistes, aux affrontements de classes à venir et aux exigences de l'alternative politique plutôt qu'en se ralliant à tel parti établi, le PRCF continuera de diffuser des milliers de « programmes-candidats » aux portes des entreprises tout en collant des milliers d'affiches sur le thème : **Sarko-MEDEF et l'UE cassent la France, sortons-les, sortons-en !**